Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-printemps-des-etudiants-chiliens>

Le printemps des étudiants chiliens

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : jeudi 24 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis déjà cinq mois, les étudiant.es chilien.es sont mobilisé.es dans le but d'avoir accès à une éducation supérieure gratuite, démocratique et de qualité. Malgré le fait que le gouvernement chilien parlait d'un mouvement supposément affaibli, la dernière manifestation du 29 septembre a démontré une fois de plus la force du mouvement. Ils étaient plus de 150 000 à défiler dans les rues de Santiago et environ 30 000 en région.

Au mois d'août, plusieurs manifestations ont eu lieu et, par ce fait même, il y a eu une augmentation inquiétante de la répression envers les étudiant.es et ce, jusqu'à ce jour. La grève générale de 48 heures convoquée par la CUT (Central Unique des Travailleurs regroupant grande partie des syndicats), le 24 et 25 août fut appuyée par divers secteurs de la société dont les étudiant.es. La grève s'est soldée avec 1394 arrestations, une centaine de blessées et la mort d'un étudiant tué d'une balle tirée par un policier. Les organisateurs de la grande mobilisation estiment qu'environ 600 000 personnes ont participé aux manifestations de clôture dans l'ensemble du pays.

Depuis le début de cette grande bataille, il y a eu plus de 36 manifestations et la mobilisation est loin d'être terminée étant donné que le gouvernement réagit défavorablement aux conditions préalables au dialogue qui, en première instance, devraient s'initier mercredi 5 octobre. A priori, le thème abordé sera la gratuité scolaire. L'annonce du nouveau budget 2012 prévoit une incrémentation de 7,2% en éducation par rapport à l'année passée, mais les camarades sont loin d'être satisfaits. Cette augmentation ne vise qu'à bénéficier le secteur privé, puisqu'elle n'apporte point de changement au système d'éducation actuel basé sur le profit. Les négociations s'annoncent difficiles, le Ministre de l'éducation voulait conditionner l'ouverture du dialogue en forçant le retour en classe des étudiant.es qui ont récemment voté la fermeture du premier semestre sans pour autant faire un retour en cours pour le deuxième semestre. Au cours des derniers jours, le Président a réitéré que la gratuité scolaire n'était point possible pour tous et toutes, prétextant qu'il était injuste d'offrir une éducation gratuite pour les riches du pays. Toutefois, si l'État nationalise le cuivre, la gratuité scolaire est non seulement possible, mais elle ira en bénéfice du peuple chilien et non d'un secteur privilégié.

Un nouveau projet de loi vise à criminaliser la contestation sociale. Les étudiant.es accusé.es de créer des désordres publics et d'occuper les établissements scolaires pourront être sanctionnés avec une peine allant de 541 jours à 3 ans de prison. Ce projet de loi, qui a eu l'effet de mettre de l'huile sur le feu au sein de la population, cherche à démanteler la mobilisation, puisque l'occupation est l'une des stratégies utilisées pour faire pression. Le dernier sondage effectué par le Centre d'Étude de la Réalité Contemporaine (CERC) relevait l'impopularité du président avec une approbation de seulement 22% et une désapprobation de 66%. Les résultats établissent que 90% de la population est en accord avec les revendications du mouvement étudiant, ce qui révèle que la problématique affecte l'ensemble de la société chilienne. Le « Mouvement pour la Consultation et les Droits Citoyens » avec l'appui du Collège des professeurs organisent un référendum populaire sur l'éducation les 7 et 8 octobre prochain. Les semaines à venir s'avèrent déterminantes pour les Chilien.ne.s qui luttent pour un droit à l'éducation.

Par Natacha Torres-B Enseignante et membre du Comité d'Appui au Peuple Mapuche

Écrit pour le journal l'Ultimatum : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article44&lang=fr>

[Société Bolivarienne du Québec](#), novembre 2011.